

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saguenay

Code géographique : 94068

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Christine Tremblay, CPA, CA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saguenay pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature

Christine Tremblay CPA CA Date

2020-05-04

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil municipal de
Ville Saguenay

**Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.**
255, rue Racine Est
Bureau 600
Chicoutimi (Québec) G7H 7L2

T 418 549-4142

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de Ville de Saguenay (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de

l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point

Ce rapport remplace le rapport précédemment émis à la même date.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative

résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108154

Saguenay, le 4 mai 2020

Sylvie Jean

La vérificatrice Générale de la Ville de Saguenay

Sylvie Jean, CPA auditrice, CA

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A109865

Saguenay, le 4 mai 2020

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	242 469 615	243 659 182	234 871 069
Compensations tenant lieu de taxes	2	24 837 905	24 831 193	22 785 323
Quotes-parts	3			
Transferts	4	18 350 493	38 785 748	34 686 281
Services rendus	5	66 113 630	68 626 311	72 739 184
Imposition de droits	6	5 848 000	7 618 442	6 302 553
Amendes et pénalités	7	4 700 000	5 654 612	4 742 316
Revenus de placements de portefeuille	8		65 304	179 747
Autres revenus d'intérêts	9	2 428 000	4 672 326	3 384 900
Autres revenus	10	3 065 000	3 065 539	7 145 939
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		42 135	(65 735)
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	367 812 643	397 020 792	386 771 577
Charges				
Administration générale	14	36 985 732	32 632 061	31 406 542
Sécurité publique	15	58 840 790	58 627 237	59 306 805
Transport	16	85 788 800	88 795 554	86 919 305
Hygiène du milieu	17	56 144 021	55 372 786	53 334 442
Santé et bien-être	18	1 464 935	1 549 708	2 063 502
Aménagement, urbanisme et développement	19	21 688 668	27 128 607	26 441 573
Loisirs et culture	20	59 534 301	68 679 407	65 374 087
Réseau d'électricité	21	40 170 748	40 715 188	39 910 671
Frais de financement	22	20 966 604	20 124 663	19 458 270
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	381 584 599	393 625 211	384 215 197
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(13 771 956)	3 395 581	2 556 380
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		717 452 267	714 895 887
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(8 616 680)	
Solde redressé	28		708 835 587	714 895 887
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		712 231 168	717 452 267

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	90 140 596	46 254 558
Débiteurs (note 5)	2	130 644 644	136 662 631
Prêts (note 6)	3	1 785 257	1 609 208
Placements de portefeuille (note 7)	4	75 000	75 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	1 071 236	1 029 101
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	223 716 733	185 630 498
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	13 000 000	3 000 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	74 500 272	65 017 394
Revenus reportés (note 12)	12	30 530 091	20 287 483
Dette à long terme (note 13)	13	540 538 532	518 665 463
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	62 386 900	64 864 500
	15	720 955 795	671 834 840
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(497 239 062)	(486 204 342)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	1 199 089 493	1 193 128 379
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	4 801 081	4 793 853
Stocks de fournitures	19	4 295 135	4 098 323
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 284 521	1 636 054
	21	1 209 470 230	1 203 656 609
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	712 231 168	717 452 267

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(13 771 956)	3 395 581	2 556 380
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	143 284 646 ) (	88 506 541 ) (	76 695 255)
Produit de cession	3		1 484 583	1 386 228
Amortissement	4	61 816 365	66 083 361	62 418 225
(Gain) perte sur cession	5		(262 917)	269 635
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(81 468 281)	(21 201 514)	(12 621 167)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(7 228)	30 187
Variation des stocks de fournitures	9		(221 741)	390 538
Variation des autres actifs non financiers	10		228 884	(50 850)
	11		(85)	369 875
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			(9 034 211)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(95 240 237)	(17 806 018)	(18 729 123)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(486 204 342)	(467 475 219)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		6 771 298	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(479 433 044)	(467 475 219)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(497 239 062)	(486 204 342)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 395 581	2 556 380
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	66 083 361	62 418 225
Autres			
- (Gain) perte sur cession	3	(262 917)	269 635
- FLI et PMC FLI	4	37 527	(39 005)
	5	69 253 552	65 205 235
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 299 629	345 885
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	9 075 613	(1 471 335)
Revenus reportés	9	11 991 259	(2 755 317)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(2 477 600)	(1 080 181)
Propriétés destinées à la revente	11	(7 228)	30 187
Stocks de fournitures	12	(221 741)	390 538
Autres actifs non financiers	13	228 884	(50 850)
	14	90 142 368	60 614 162
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(88 506 541)	(76 695 255)
Produit de cession	16	1 484 583	1 386 228
	17	(87 021 958)	(75 309 027)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(557 135)	(149 264)
Remboursement ou cession	19	301 424	345 988
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(255 711)	196 724
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	109 559 200	111 973 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(75 964 672)	(79 502 834)
Variation nette des emprunts temporaires	25	10 000 000	3 000 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(171 079)	(300 970)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	43 423 449	35 169 196
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	46 288 148	20 671 055
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	46 254 558	25 583 503
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	(2 402 110)	
Solde redressé	33	43 852 448	25 583 503
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	90 140 596	46 254 558

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saguenay est un organisme municipal existant depuis le 18 février 2002 en vertu du décret 841-2001 du gouvernement du Québec, adopté en vertu de l'article 125,11 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q,c.0-9) et modifié par le décret 1474-2001.

La Ville est constituée des ex-municipalités suivantes: Chicoutimi, Jonquière, La Baie, Laterrière, Lac-Kénogami, Shipshaw et une partie de Canton Tremblay.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toutes autres sources de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent les pages S13, S14 et S23 qui portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, passifs, revenus et charges de la Ville de Saguenay. Ils incluent aussi les actifs, passifs, revenus et charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. L'organisme contrôlé qui constitue une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public est présenté aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

	<u>Consolidation ligne par ligne</u>	<u>Valeur de consolidation</u>
Société de transport du Saguenay	*	
Fondation Timi inc.		*
Conseil des arts de Saguenay	*	
Promotion Saguenay inc.	*	

b) Partenariats

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de l'organisme municipal, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la provision pour pertes sur prêts, provision pour autres débiteurs pour le réseau électrique, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et charges sociales, du passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés, des contestations d'évaluation, des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

b) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et présentées également à titre d'actif non financier à l'état de la situation financière à la valeur amortie.

La charge d'amortissement est reflétée au poste de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

Administration municipale

L'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie utile des immobilisations selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : entre 15 et 40 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Réseau d'électricité :	entre 15 et 40 ans
Bâtiments :	entre 15 et 40 ans
Véhicules :	entre 3 et 15 ans
Ameublement et équipement de bureau :	entre 5 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers :	entre 5 et 20 ans
Autres :	entre 1 et 30 ans

Organismes contrôlés

L'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie utile des immobilisations selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants :

Infrastructures :	10 ans
Bâtiments :	entre 20 et 40 ans
Améliorations locatives :	entre 5 et 40 ans
Véhicules :	entre 5 et 16 ans
Ameublement et équipement de bureau :	entre 3 et 15 ans
Machinerie, outillage et équipement divers :	entre 5 et 35 ans
Autres :	entre 0 et 30 ans

Stocks

Administration municipale

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Organismes contrôlés

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Les stocks désuets sont radiés des livres.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Frais d'assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Revenus reportés

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux, du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et du Fonds de développement des territoires sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur une période de cinq ans ou sur la durée de l'emprunt concerné. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état consolidé de la situation financière.

E) Revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont ils sont assortis créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Taxes et compensations tenant lieu de taxes

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Imposition de droits, amendes et pénalités

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour les cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Les régimes de retraite des élus municipaux auxquels participe la Ville sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) individuels, offerts par la Ville à certains de ses salariés, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2013 et le service postérieur au 31 décembre 2012 pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour le régime des pompiers et des policiers pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2013 et le service postérieur au 31 décembre 2012 pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour le régime des pompiers et des policiers pour se conformer à la loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de la répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode de la valeur lissée 3 ans. Cependant, compte tenu de la création d'un fonds de stabilisation en date du 31 décembre 2012 dans le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres, nous avons évalué l'actif de ce régime à compter du 1er janvier 2013 et celui du régime des pompiers et des policiers à compter du 1er janvier 2014 selon la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant pour la dernière fois en 2019 faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 des régimes non capitalisés et du régime d'assurance collective non capitalisé, ces déficits n'ont pas été amortis;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications du régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés. Non permis pour les modifications effectuées à compter du 1er janvier 2020;
 - pour les excédents de la charge de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés et du régime d'assurance collective : ces excédents ne sont pas amortis.
 - l'employeur s'est également prévalu de l'allègement consenti par le MAMH selon

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

lequel la portion d'intérêt ainsi que celle d'amortissement reliées aux pertes de 2008, jusqu'à concurrence d'un maximum de 10 % du maximum entre le passif et l'actif au 1er janvier 2009, au 1er janvier 2010 et au 1er janvier 2011 pouvaient être affectés dans une dépense constatée à taxer ou à pourvoir. Les montants ainsi transférés à l'égard du régime à prestations déterminées capitalisé doivent être totalement amortis au 31 décembre 2022. La Ville a décidé d'amortir le solde du montant ainsi reporté au cours des prochains exercices de façon linéaire de 2014 à 2022. Un montant de 3 724 100 \$ a ainsi été amorti en 2019.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	79 265 081	46 849 065
Découvert bancaire	2	()	(1 445 490)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	10 875 515	850 983
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	90 140 596	46 254 558
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
	9	14 782 991	14 321 228
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice			
	10	18 343 300	24 279 000
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	10 520 349	10 656 087
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		5 047
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	87 905 075	91 067 195
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	13 841 929	21 745 805
Organismes municipaux	15		
Autres			
- Réseau d'électricité	16	9 544 154	7 377 490
- Divers débiteurs	17	8 833 137	5 811 007
	18	130 644 644	136 662 631
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	71 971 413	62 826 578
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	71 971 413	62 826 578
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs			
	23	2 909 737	2 486 682
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24	842 795	842 795
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
- FLI	26	942 462	766 413
-	27		
	28	1 785 257	1 609 208
Provision pour moins-value déduite des prêts			
	29	165 420	135 242
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	75 000	75 000
Autres placements	31		
	32	75 000	75 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(33 741 300)	(36 453 100)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(28 645 600)	(28 411 400)
	37	<u>(62 386 900)</u>	<u>(64 864 500)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	16 397 900	17 409 800
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	981 400	1 056 500
Régimes à cotisations déterminées	40	774 190	752 604
Autres régimes (REER et autres)	41	60 830	45 236
Régimes de retraite des élus municipaux	42	296 041	265 525
	43	<u>18 510 361</u>	<u>19 529 665</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

Impact de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la «loi RRSM») - mise à jour au 31 décembre 2019

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2019.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires**Administration municipale**

La ville dispose d'un emprunt temporaire, d'un montant autorisé de 100 000 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel, renouvelable en octobre 2020.

Organisme contrôlé

Société de transport du Saguenay

L'organisme dispose d'un emprunt temporaire, d'un montant autorisé de 13 000 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel, renouvelable en juillet 2020.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	34 919 767	25 456 135
Salaires et avantages sociaux	48	9 552 248	10 792 794
Dépôts et retenues de garantie	49	5 996 690	6 592 882
Provision pour contestations d'évaluation	50	355 828	56 048
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52	425 000	425 000
Autres			
- Organismes municipaux	53	300 915	278 123
- Intérêts courus	54	3 659 120	3 563 705
- Vacances courus et autres	55	19 290 704	17 852 707
-	56		
-	57		
	58	74 500 272	65 017 394

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	3 016 077	2 817 294
Fonds de développement des territoires	61		12 824
Fonds parcs et terrains de jeux	62	674 089	368 089
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66	2 467 607	1 927 214
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Fonds - terres publiques intra	68	826 776	770 196
- Transferts	69	2 899 741	4 562 581
- Valorisation de terrains	70	10 166 400	
- Autres	71	10 479 401	9 829 285
	72	30 530 091	20 287 483

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						2019	2018
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt	Échéance				
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	4,50	2020	2029	73	501 743 200	465 524 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	0,00	4,97	2020	2031	77	32 679 651	34 703 291
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,40	5,40	2022	2022	79	289 929	338 969
Autres	3,06	3,83	2020	2021	80	9 268 696	21 370 568
					81	543 981 476	521 937 328
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(3 442 944)	(3 271 865)
					83	540 538 532	518 665 463

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2020	84	92	83 731 200	100	68 084	109	11 771 366	117	95 570 650
2021	85	93	77 285 200	101	68 084	110	4 706 583	118	82 059 867
2022	86	94	80 111 000	102	188 694	111	2 240 708	119	82 540 402
2023	87	95	74 493 000	103		112	2 321 124	120	76 814 124
2024	88	96	63 191 000	104		113	2 368 575	121	65 559 575
2025 et +	89	97	122 931 800	105		114	18 539 991	122	141 471 791
	90	98	501 743 200	106	324 862	115	41 948 347	123	544 016 409
Intérêts et frais accessoires			(34 933)	107			(34 933)	124	(34 933)
	91	99	501 743 200	108	289 929	116	41 948 347	125	543 981 476

Note

	2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(497 239 062)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	()
	129	(497 239 062)
		(486 204 342)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	245 705 244	158	9 531 180	185	275 000	212	254 961 424
Eaux usées	131	289 189 495	159	8 699 159	186		213	297 888 654
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	480 212 929	160	38 520 109	187	18 117	214	518 714 921
Autres	133	200 321 901	161	15 839 542	188	10 255 080	215	205 906 363
Réseau d'électricité	134	73 347 587	162	3 027 050	189		216	76 374 637
Bâtiments	135	353 932 778	163	17 445 078	190	(2 720 369)	217	374 098 225
Améliorations locatives	136	32 416 175	164	159 912	191	19 837 310	218	12 738 777
Véhicules	137	101 946 243	165	17 747 396	192	9 272 160	219	110 421 479
Ameublement et équipement de bureau	138	23 264 658	166	3 155 059	193	288 902	220	26 130 815
Machinerie, outillage et équipement divers	139	31 890 399	167	3 537 993	194	758 333	221	34 670 059
Terrains	140	45 360 384	168	3 588 065	195	383 624	222	48 564 825
Autres	141	860 758	169	49 172	196	(51 439)	223	961 369
	142	<u>1 878 448 551</u>	170	<u>121 299 715</u>	197	<u>38 316 718</u>	224	<u>1 961 431 548</u>
Immobilisations en cours	143	<u>77 796 262</u>	171	<u>(32 793 174)</u>	198		225	<u>45 003 088</u>
	144	<u>1 956 244 813</u>	172	<u>88 506 541</u>	199	<u>38 316 718</u>	226	<u>2 006 434 636</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	90 415 522	173	6 642 138	200	275 000	227	96 782 660
Eaux usées	146	132 553 392	174	9 469 099	201		228	142 022 491
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	186 876 396	175	13 167 240	202	18 117	229	200 025 519
Autres	148	89 104 980	176	9 135 819	203	10 255 080	230	87 985 719
Réseau d'électricité	149	21 919 177	177	2 210 853	204		231	24 130 030
Bâtiments	150	150 320 388	178	9 604 828	205	(1 157 552)	232	161 082 768
Améliorations locatives	151	9 587 986	179	652 706	206	3 660 603	233	6 580 089
Véhicules	152	57 315 637	180	8 721 563	207	8 397 368	234	57 639 832
Ameublement et équipement de bureau	153	11 803 300	181	3 294 625	208	230 532	235	14 867 393
Machinerie, outillage et équipement divers	154	12 652 952	182	3 120 438	209	175 504	236	15 597 886
Autres	155	<u>566 704</u>	183	<u>64 052</u>	210		237	<u>630 756</u>
	156	<u>763 116 434</u>	184	<u>66 083 361</u>	211	<u>21 854 652</u>	238	<u>807 345 143</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>1 193 128 379</u>					239	<u>1 199 089 493</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	4 801 081	4 793 853
Autres	252		
	253	4 801 081	4 793 853
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	4 801 081	4 793 853
<hr/>			
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Assurance	256	413 829	388 014
- Droit d'utilisation et autres	257	630 722	641 562
- S.A.A.Q. et dépôt sur autobus	258	176 280	491 154
Autres			
- Autres	259	63 690	115 324
-	260		
	261	1 284 521	1 636 054
<hr/>			
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

Office municipal d'habitation de Saguenay

Conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, la Ville de Saguenay est tenue de combler dix pour cent (10 %) du déficit annuel de l'Office municipal d'habitation de Saguenay.

La participation réelle de la Ville au déficit de l'Office municipal d'habitation n'étant pas encore connue, la charge a été établie en fonction du budget de l'Office entériné par la Société d'habitation du Québec.

Autres engagements

La Ville s'est engagée à long terme envers différents entrepreneurs et organismes dans le cours normal de ses activités. Ces ententes portent principalement sur le déneigement, les matières résiduelles, l'entretien, la location d'espaces et diverses aides aux organismes. Elles viennent à échéance à différentes dates jusqu'en 2024 et totalisent environ 42 852 332 \$, taxes incluses.

Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2020 :	17 563 451 \$
2021 :	12 930 185 \$
2022 :	7 243 439 \$
2023 :	2 810 766 \$
2024 :	2 304 491 \$

Promotion Saguenay s'est engagé, d'après des ententes à long terme pour des projets divers, à verser une somme minimum de 4 209 785 \$. Ces ententes échoient entre 2020 et 2024. Les paiements minimums à verser pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 3 573 907 \$ en 2020, à 445 878 \$ en 2021, à 90 000 \$ en 2022, à 50 000 \$ en 2023 et à 50 000 \$ en 2024.

19. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement de différents ministères et de ses entreprises des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de différents projets. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 6 693 159 \$ sur une période de 17 ans.

Les versements estimatifs pour les prochains exercices sont les suivants :

2020	1 396 309 \$
2021	1 211 993 \$
2022	970 793 \$
2023	769 129 \$
2024	639 401 \$
2025 et +	1 705 534 \$

Promotion Saguenay a conclu, à titre de bailleur, des contrats de location pour des locaux et des terrains en vertu duquel il percevra une somme de 1 611 533 \$. Ces contrats échoient du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2029. Les encaissements minimums à recevoir pour les prochains exercices s'élèvent à 530 097 \$ en 2020, 270 359 \$ en 2021, 2022, 2023 et 2024.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
Camping de Jonquière inc.	50 000		
Contact nature rivière-à-mars	75 000		
Corporation musée Saguenay-Lac-St-Jean-	200 000	110 000	
Corporation St-Francois de Jonquière	30 000		
Diffusion Saguenay	450 000		
Groupe photo média international	60 000	60 000	54 000
Jonquière en musique	99 000	55 000	85 000
Société Bélu inc	35 000		
Carrefour socio-culturel vieux théâtre	370 000	284 818	310 711
Club de curling de Chicoutimi inc	375 000	210 302	246 518
Chambre de commerce industries Sag-Lac	65 000		57 417
Diffusion Saguenay	4 410 000		
École florence fourcaudot	3 378 500	2 455 334	2 560 215
Festival international rythmes du monde	320 000	86 798	124 691
Fondation de la pulperie de Chicoutimi	508 275	406 620	304 965
Fondation entrepreneurs sans frontières	185 000	132 506	141 256
Groupe des écorceurs	99 000	62 852	82 508
Hébergement plus	74 000	78 022	90 897
Musée du Fjord	1 700 000	7 279	17 279
SAGYM	275 000	34 590	67 230
Société de gestion zone portuaire	866 000	42 097	114 264
Société de gestion zone portuaire	6 700 000	5 695 000	5 963 000
	262	20 324 775	9 721 218
			10 219 951

S.O.

b) Auto-assurance

La Ville a créé à compter du 19 février 2003 par le règlement numéro VS-2003-2, une réserve financière sous le nom de « Réserve auto-assurance » afin de pourvoir aux capitaux nécessaires au fonctionnement d'un programme d'auto-assurance en matière de responsabilité civile.

Le fonds est à durée indéterminée.

Le montant projeté du fonds est de 5 000 000 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Au 31 décembre 2019, le solde du fonds est de 1 104 678 \$.

c) Poursuites

Les conseillers juridiques externes confirment un montant approximatif de 1 052 517 \$ en réclamations de dommages et intérêts intentées contre la Ville à divers titres, dont certains de ces montants sont couverts par les assurances. Ils ne sont présentement pas en mesure d'émettre une opinion sur l'issue de ces causes. Une provision raisonnable a été inscrite aux livres. Tout paiement supérieur à la provision, pouvant résulter du dénouement de ces éventualités, sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres**Protection de l'environnement**

Les opérations de la Ville sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne leurs résultantes, leurs échéances ou leurs impacts. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites sera comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

Passif environnemental

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

Suite à la perte de contrôle de Diffusion Saguenay par Promotion Saguenay au cours de l'exercice, cet organisme n'est plus inclus dans le périmètre comptable de la Ville. Ce changement a été comptabilisé de façon rétrospective (sans retraitement des états financiers des périodes antérieures) et a entraîné une diminution de l'excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice de 8 616 680 \$ et une diminution de la trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice de 2 402 110 \$.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville de Saguenay, du budget adopté par la Société de transport du Saguenay et du budget adopté par Promotion Saguenay inc, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25. Évènement postérieur

Après la fin de l'exercice, l'éclosion d'une nouvelle souche de coronavirus (COVID-19) a entraîné une crise sanitaire mondiale majeure qui continue d'avoir des incidences sur l'économie globale et sur les marchés financiers à la date de mise au point définitive des états financiers.

Ces événements sont susceptibles d'entraîner des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du prochain exercice ou d'avoir des répercussions importantes sur les activités futures. La Ville a pris et continuera à prendre des mesures à la suite de ces événements afin de minimiser les répercussions. Cependant, il est impossible de déterminer toutes les incidences financières de ces événements pour le moment.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalizations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	234 871 069	242 469 615	243 659 182			243 659 182
Compensations tenant lieu de taxes	2	22 785 323	24 837 905	24 831 193			24 831 193
Quotes-parts	3					12 342 000	
Transferts	4	11 140 026	10 596 910	13 131 252		15 900 426	21 126 186
Services rendus	5	61 311 392	57 731 340	61 019 364		8 164 571	68 626 311
Imposition de droits	6	6 302 553	5 848 000	7 618 442			7 618 442
Amendes et pénalités	7	4 742 316	4 700 000	5 654 612			5 654 612
Revenus de placements de portefeuille	8					65 304	65 304
Autres revenus d'intérêts	9	3 371 255	2 393 000	4 453 099		219 227	4 672 326
Autres revenus	10	2 648 301	800 000	422 300		1 906 203	2 328 503
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	347 172 235	349 376 770	360 789 444		38 597 731	378 582 059
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	11 492 013	18 950 000	3 077 040		14 582 522	17 659 562
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	3 062 381	3 859 646	540 917			540 917
Autres	18	2 845 750		196 119			196 119
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					42 135	42 135
	20	17 400 144	22 809 646	3 814 076		14 624 657	18 438 733
	21	364 572 379	372 186 416	364 603 520		53 222 388	397 020 792
Charges							
Administration générale	22	30 336 331	35 904 408	31 469 692	1 163 868		32 632 061
Sécurité publique	23	55 969 386	55 489 677	55 186 168	3 441 069		58 627 237
Transport	24	51 711 524	50 701 699	52 974 361	20 284 635	28 404 237	88 795 554
Hygiène du milieu	25	34 845 222	37 654 802	35 694 857	19 677 929		55 372 786
Santé et bien-être	26	2 058 567	1 460 000	1 539 607	10 101		1 549 708
Aménagement, urbanisme et développement	27	26 787 777	19 199 592	23 524 899	1 626 763	9 644 070	27 128 607
Loisirs et culture	28	49 355 957	48 091 463	56 693 476	12 047 315	207 429	68 679 407
Réseau d'électricité	29	36 998 472	37 258 549	37 555 918	3 159 270		40 715 188
Frais de financement	30	18 208 922	20 075 260	19 240 572		884 091	20 124 663
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	57 675 285	57 675 285	61 410 950	(61 410 950)		
	33	363 947 443	363 510 735	375 290 500		39 139 827	393 625 211
Excédent (déficit) de l'exercice	34	624 936	8 675 681	(10 686 980)		14 082 561	3 395 581

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	624 936	8 675 681	(10 686 980)	14 082 561	3 395 581
Moins: revenus d'investissement	2	(17 400 144)	(22 809 646)	(3 814 076)	(14 624 657)	(18 438 733)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(16 775 208)	(14 133 965)	(14 501 056)	(542 096)	(15 043 152)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	57 675 285	57 675 285	61 410 950	4 672 411	66 083 361
Produit de cession	5	1 380 633		1 466 852	17 731	1 484 583
(Gain) perte sur cession	6	(503 876)		(245 181)	(17 736)	(262 917)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	58 552 042	57 675 285	62 632 621	4 672 406	67 305 027
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	1 040 018				
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	1 040 018				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	345 988		301 424		301 424
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	(39 005)		37 527		37 527
	15	306 983		338 951		338 951
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	12 068 441	9 837 900	11 193 337		11 193 337
Remboursement de la dette à long terme	17	(44 483 099)	(47 784 405)	(47 784 536)	(3 636 032)	(51 420 568)
	18	(32 414 658)	(37 946 505)	(36 591 199)	(3 636 032)	(40 227 231)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(559 020)	(400 000)	(2 489 596)	(337 647)	(2 827 243)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			1 400 000		1 400 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	750 000			1 598 367	1 598 367
Réserves financières et fonds réservés	22	(3 692 634)	(1 618 085)	(4 478 655)	297 064	(4 181 591)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(3 946 425)	(3 576 730)	(4 152 339)		(4 152 339)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(7 448 079)	(5 594 815)	(9 720 590)	1 557 784	(8 162 806)
	26	20 036 306	14 133 965	16 659 783	2 594 158	19 253 941
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 261 098		2 158 727	2 052 062	4 210 789

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018		Réalizations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	17 400 144	3 814 076	14 624 657	18 438 733
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(582 935)	(1 340 306)	()	(1 340 306)
Sécurité publique	3	(3 838 033)	(2 655 344)	()	(2 655 344)
Transport	4	(34 803 746)	(26 976 991)	(24 505 555)	(51 482 546)
Hygiène du milieu	5	(16 540 014)	(10 218 497)	()	(10 218 497)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(2 330 324)	(2 066 830)	(298 395)	(2 365 225)
Loisirs et culture	8	(8 095 345)	(17 287 840)	()	(17 287 840)
Réseau d'électricité	9	(4 317 057)	(3 156 783)	()	(3 156 783)
	10	(70 507 454)	(63 702 591)	(24 803 950)	(88 506 541)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	(1 040 018)	()	(7 228)	(7 228)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(214 999)	(515 000)	(42 135)	(557 135)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	62 405 394	45 392 356	7 255 200	52 647 556
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	559 020	2 489 596	337 647	2 827 243
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	1 337 701	1 868 000		1 868 000
	18	1 896 721	4 357 596	337 647	4 695 243
	19	(7 460 356)	(14 467 639)	(17 260 466)	(31 728 105)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	9 939 788	(10 653 563)	(2 635 809)	(13 289 372)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2018</u>	<u>Administration</u>	<u>2019</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	27 605 001	67 194 795	22 945 801	90 140 596
Débiteurs (note 5)	2	115 110 189	101 589 771	29 352 484	130 644 644
Prêts (note 6)	3	1 609 208	1 785 257		1 785 257
Placements de portefeuille (note 7)	4	75 000	75 000		75 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			1 071 236	1 071 236
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	144 399 398	170 644 823	53 369 521	223 716 733
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10			13 000 000	13 000 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	60 221 769	66 697 795	8 100 088	74 500 272
Revenus reportés (note 12)	12	10 880 706	20 966 718	9 563 373	30 530 091
Dette à long terme (note 13)	13	481 465 964	505 534 296	35 004 236	540 538 532
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	64 864 500	62 386 900		62 386 900
	15	617 432 939	655 585 709	65 667 697	720 955 795
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(473 033 541)	(484 940 886)	(12 298 176)	(497 239 062)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	1 129 283 216	1 130 353 186	68 736 307	1 199 089 493
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18			4 801 081	4 801 081
Stocks de fournitures	19	3 311 830	3 407 567	887 568	4 295 135
Autres actifs non financiers (note 17)	20	904 196	958 854	325 667	1 284 521
	21	1 133 499 242	1 134 719 607	74 750 623	1 209 470 230
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	3 725 477	3 262 841	3 672 269	6 935 110
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 650 000	2 650 000	7 253 445	9 903 445
Réserves financières et fonds réservés	24	8 412 954	11 314 703	179 047	11 493 750
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(125 416 431)	(117 965 850)		(117 965 850)
Financement des investissements en cours	26	5 367 796	(5 351 762)	(3 878 113)	(9 229 875)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	766 725 905	755 868 789	55 225 799	811 094 588
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	660 465 701	649 778 721	62 452 447	712 231 168

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
Rémunération	1	107 952 916	105 336 867	119 357 915	118 055 438
Charges sociales	2	32 679 916	32 235 544	35 525 055	35 070 812
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	105 348 045	107 992 702	120 339 326	122 821 295
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	14 803 525	13 520 793	13 520 793	12 354 729
D'autres organismes municipaux	8			575 362	966 267
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 290 535	1 413 192	1 628 339	1 561 415
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	3 981 200	4 306 587	4 400 169	4 575 859
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	11 742 000	12 342 000		
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15	1 310 000	6 249 483	6 292 733	6 123 136
Autres	16	21 303 378	28 193 563	23 613 339	18 308 188
Amortissement des immobilisations	17	57 675 285	61 410 950	66 083 361	62 418 225
Autres					
- Réclamation de dommages	18	565 000	766 795	766 795	495 340
- Autres	19	4 858 935	1 522 024	1 522 024	1 464 493
-	20				
	21	363 510 735	375 290 500	393 625 211	384 215 197

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	67 637
Autres revenus	3	66 141
	4	133 778
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	7 349
Variation de la provision pour moins-value	6	30 178
	7	37 527
Autres charges	8	(39 005)
	9	37 527
Excédent (déficit) de l'exercice	10	96 251

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	2 889 770
Placements de portefeuille	12	
Débiteurs	13	71 687
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	1 107 882
Provision pour moins-value	15	(165 420)
	16	942 462
	17	3 903 919
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	18	
Revenus reportés	19	
Dettes à long terme	20	3 566 757
	21	3 566 757
Solde du Fonds local d'investissement	22	337 162

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23	2 852 270	2 854 374
Supportant les engagements de prêts	24	37 500	127 500
Supportant les garanties de prêts	25		
	26	2 889 770	2 981 874

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts aux entreprises comportent différentes modalités de recouvrement, notamment des moratoires pouvant atteindre jusqu'à six mois, une période maximale de remboursement de sept ans et des intérêts à des taux variant de 4 % à 9 %.

Note sur la dette à long terme

Emprunt, sans intérêts, remboursable selon les modalités suivantes:

- un premier versement le 1er juin 2021 égal au solde du prêt consenti et non encore investi par le Fonds local d'investissement au 31 décembre 2020;

- à compter du 1er juin 2022, cinq versements annuels, chaque versement étant égal aux sommes reçues par la Ville durant la période de douze mois précédant le 31 décembre de chaque année, à titre de remboursement du capital investi par le Fonds local d'investissement;

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

- un versement le 1er juin 2027 égal à l'évaluation du portefeuille de placements du Fonds local d'investissement au 31 décembre 2026, jusqu'à concurrence du solde du prêt.

En vertu de ces modalités de remboursement, les montants correspondant aux pertes approuvées par le MESI sur les prêts ne seront pas remboursables.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

La Ville s'est engagée envers un entreprise pour un montant totalisant 37 500 \$ au 31 décembre 2019.

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

Les autres revenus sont constitués des intérêts bancaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10

Excédent (déficit) de l'exercice	11
---	----

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 () ()
	17
	18

Passifs

Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1	37 317	29 913
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	2 006	8 732
	3	39 323	38 645
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4		
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6	39 323	38 645
	7	39 323	38 645
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
	15	39 323	38 645
Excédent (déficit) de l'exercice	16		

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19	5 306	6 102
Provision pour créances douteuses	20	()	()
	21	5 306	6 102
Autres	22		
	23	5 306	6 102
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25	5 306	6 102
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30	5 306	6 102
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 935 110	8 231 092
Excédent de fonctionnement affecté	2	9 903 445	8 267 685
Réserves financières et fonds réservés	3	11 493 750	8 592 001
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(117 965 850)	(125 416 431)
Financement des investissements en cours	5	(9 229 875)	4 422 555
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	811 094 588	813 355 365
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	-	-
	8	712 231 168	717 452 267
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 262 841	3 725 477
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	3 672 269	4 505 615
	11	6 935 110	8 231 092
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Énergie et déneigement	12	2 650 000	1 650 000
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	2 650 000	1 650 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Conseil des arts	22	372 435	333 772
- Promotion Saguenay	23	6 607 299	6 283 913
- Société de transport Saguenay	24	273 711	
	25	7 253 445	6 617 685
	26	9 903 445	8 267 685
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Réserve auto-assurance	27	1 104 678	1 080 370
- Réserve infrastructure désuète	28	1 532 214	1 009 500
- Réserve fluctuation HJ	29	1 532 214	1 009 500
- Réserve entente culturelle	30	629 976	309 259
- Réserve matières résiduelles	31	2 150 536	500 000
	32	6 949 618	3 908 629
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	320 995	856 350
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40	179 047	179 047
Montant non réservé			
Administration municipale	41	653 560	266 848
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43	2 961 457	3 041 254
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds de logement social	45	423 479	334 479
- Fonds Conseil des arts	46	5 594	5 394
	47	4 544 132	4 683 372
	48	11 493 750	8 592 001

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (1 254 100)	(1 254 100)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (18 075 400)	(18 075 400)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (11 172 700)	(14 896 800)
Autres	52 (178 100)	(137 900)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (10 570 200)	(10 336 000)
	54 (41 250 500)	(44 700 200)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (2 660 000)	(3 270 000)
Autres	58 ()	()
-	59 ()	()
	60 (43 910 500)	(47 970 200)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()	(92 639)
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()	()
Autres	66 ()	()
-	67 ()	()
	68 ()	(92 639)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (3 537 100)	(4 133 100)
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (3 566 757)	(3 566 757)
Autres	72 (70 121 189)	(71 688 094)
-	73 ()	()
	74 (77 225 046)	(79 387 951)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 2 227 234	1 267 946
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77 942 462	766 413
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80 3 169 696	2 034 359
	81 (117 965 850)	(125 416 431)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 14 643 009	12 691 456
Investissements à financer	83 (23 872 884 ) (	8 268 901)
	84 (9 229 875)	4 422 555
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 1 199 089 493	1 193 128 379
Propriétés destinées à la revente	86 4 801 081	4 793 853
Prêts	87 1 785 257	1 609 208
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 75 000	75 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89 1 071 236	1 029 101
	90 1 206 822 067	1 200 635 541
Ajustements aux éléments d'actif	91 (942 462)	(766 413)
	92 1 205 879 605	1 199 869 128
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (540 538 532 ) (	518 665 463)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (3 442 944 ) (	3 271 865)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 69 259 741	59 864 702
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 79 936 718	75 558 863
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (394 785 017 ) (	386 513 763)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (394 785 017 ) (	386 513 763)
	101 811 094 588	813 355 365

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 2	2 2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

RÉGIMES DE RETRAITE ENREGISTRÉS

La Ville de Saguenay offre à ses employés deux régimes de retraite enregistrés auprès de Retraite Québec : celui du groupe des cols bleus, des cols blancs et des cadres et celui des pompiers et des policiers. Ces régimes sont capitalisés et prévoient le versement de prestations calculées en fonction d'un nombre d'années de service reconnues et d'un pourcentage préétabli (2 %) de la rémunération admissible (salaire final moyen), entre autres. De plus, des prestations de raccordement sont prévues aux régimes.

Ces régimes ont chacun deux volets : le service antérieur au 1er janvier 2013 (volet antérieur) et le service postérieur au 31 décembre 2012 (volet courant) pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et le service antérieur au 1er janvier 2014 (volet antérieur) et le service postérieur au 31 décembre 2013 (volet courant) pour le régime des pompiers et des policiers.

Dans les deux régimes, les paramètres du volet courant sont les mêmes pour les groupes d'employés qui en font partie. Quant au volet antérieur, les paramètres diffèrent dans les deux régimes et d'un groupe à l'autre à l'intérieur d'un même régime. Certains changements s'appliquent dès le 1er janvier 2013 pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et au 1er janvier 2014 pour le régime des pompiers et des policiers.

Le 31 décembre 2016 est la date de l'évaluation actuarielle la plus récente pour ces deux régimes.

RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Régime d'appoint

Pour certains cadres, ce régime couvre la rente découlant de la différence entre la rente qui serait pourvue par le régime de base sans l'application des limites fiscales et la rente effectivement payable par le régime de base.

Rentes payables par la Ville

Ce programme est constitué des rentes payables directement par les fonds de la Ville à la suite du programme de départ assisté (PDA) de 2007.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (36 453 100)	(37 817 000)
Charge de l'exercice	4 (16 397 900)	(17 409 800)
Cotisations versées par l'employeur	5 19 109 700	18 773 700
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(33 741 300)</u>	<u>(36 453 100)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 594 475 700	547 018 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>641 432 000</u>)	(<u>599 707 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (46 956 300)	(52 688 500)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>13 215 000</u>	<u>16 235 400</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (33 741 300)	(36 453 100)
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(33 741 300)</u>	<u>(36 453 100)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>4</u>	<u>4</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 <u>594 475 700</u>	<u>547 018 500</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>641 432 000</u>)	(<u>599 707 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>46 956 300</u>)	(<u>52 688 500</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 18 904 200	19 435 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>18 904 200</u>	<u>19 435 300</u>
Cotisations salariales des employés	20 (10 327 500)	(10 061 100)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	22 8 576 700	9 374 200
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	23 4 473 000	4 404 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	24	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	25	
Variation de la provision pour moins-value	26	
Autres	27	
-	28	
-	29	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 <u>13 049 700</u>	<u>13 778 200</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 34 601 400	33 651 000
Rendement espéré des actifs	32 (31 253 200)	(30 019 400)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 <u>3 348 200</u>	<u>3 631 600</u>
Charge de l'exercice	34 <u>16 397 900</u>	<u>17 409 800</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 52 254 100	20 089 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (31 253 200)	(30 019 400)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 21 000 900	(9 930 400)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (22 543 500)	8 800 800
Prestations versées au cours de l'exercice	40 34 234 100	31 491 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 609 934 900	534 785 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 4 603 900	98 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,60 %	5,84 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,84 %	5,79 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

RÉGIME D'ASSURANCE COLLECTIVE

Ce régime est accessible aux retraités à partir de 50 ans. Les garanties couvrent en partie l'assurance-vie de base, l'assurance décès ou mutilation par accident, l'assurance-vie des personnes à charge, l'assurance maladie et l'assurance soins dentaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (28 411 400)	(28 010 700)
Charge de l'exercice	56 (981 400)	(1 056 500)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 747 200	655 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(28 645 600)</u>	<u>(28 411 400)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (28 160 400)	(23 805 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (28 160 400)	(23 805 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (485 200)	(4 606 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (28 645 600)	(28 411 400)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(28 645 600)</u>	<u>(28 411 400)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (28 160 400)	(23 805 400)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(28 160 400)</u>	<u>(23 805 400)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 709 000	731 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71 <u>709 000</u>	<u>731 300</u>
Cotisations salariales des employés	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75 709 000	731 300
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	76 (596 700)	(490 200)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	
	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>112 300</u>	<u>241 100</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 <u>869 100</u>	<u>815 400</u>
Rendement espéré des actifs	85 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>869 100</u>	<u>815 400</u>
Charge de l'exercice	87 <u>981 400</u>	<u>1 056 500</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 (3 524 100)	1 390 200
Prestations versées au cours de l'exercice	92 747 200	655 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,60 %	3,60 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 0,00 %	0,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,45 %	5,54 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,00 %	4,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 036	2 036
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 4

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de la Société de transport du Saguenay participent à des régimes à cotisations déterminées qui prévoient le versement de prestations basées sur les cotisations salariales et patronales accumulées avec des intérêts en fonction du rendement de la caisse de retraite. La charge de la Société correspond aux cotisations qu'elle a dû verser en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice. La Société n'a aucune obligation relative aux régimes autre que de verser sa cotisation annuelle. Actuellement, la cotisation annuelle des employés correspond à un montant variant de 4,5 % à 7 % de leur salaire et la Société doit verser un montant représentant 7 % à 10,5 % du salaire des employés.

Description du régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM)

Par le décret 26-2017 du 25 janvier 2017, paru dans la Gazette officielle du 8 février 2017, le gouvernement a édicté le régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM), établi par règlement pris en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM). Depuis 1989, les élus municipaux ne cotisent plus et les municipalités ne contribuent plus au RRMCM, lequel avait été mis en place en 1975. Ce régime a été remplacé en 1989 par le régime de retraite des élus municipaux (RREM).

Le RPSMCM est administré par Retraite Québec. Il vise à pourvoir à la poursuite du paiement des prestations une fois la caisse de retraite du RRMCM épuisée, ce qui est survenu en date du 6 novembre 2017. En vertu du règlement établissant le RPSMCM, les 42 municipalités concernées deviennent dès lors responsables de pourvoir aux paiements des prestations du RPSMCM. L'annexe I du règlement, établissant le RPSMCM, détermine la part que chaque municipalité doit contribuer selon un % fixe. En début de chaque année, Retraite Québec facture les municipalités pour les contributions qu'elles doivent verser dans l'année.

Ce régime est un régime de retraite à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Il constitue donc un régime interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions qu'elle doit verser pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

Le déficit actuariel du RRMCM au 31 décembre 2015, d'après les états financiers du régime établis à cette date, est de 7 840 000 \$. La part de ce déficit dont la Ville de Saguenay est responsable est de 760 430 \$.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107 73 915	82 103
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112 700 275	670 501
	113 774 190	752 604

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 1

Description des régimes et autres renseignements

Ville de Saguenay offre à certains de ses salariés des REER individuels. Les cotisations de l'employeur pour ces régimes correspondent à 10 % du salaire des employés.

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115 60 830	45 236

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116 16	16

Description du régime

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les organismes municipaux participants se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des organismes municipaux. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Cotisations des élus au RREM	117	<u>65 688</u>	<u>55 935</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	221 369	189 163
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	<u>74 672</u>	<u>76 362</u>
	120	<u>296 041</u>	<u>265 525</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2019	2019	2019	2018	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	205 585 345	206 851 999	206 851 999	198 308 623
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	110	2 126	2 126	550
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	205 585 455	206 854 125	206 854 125	198 309 173
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	13 451 285	13 410 624	13 410 624	13 247 503
Égout	11	11 465 500	11 334 839	11 334 839	11 265 097
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	10 960 465	11 029 397	11 029 397	10 927 909
Autres					
- Centre - ville	14	38 000	38 407	38 407	38 623
- Zone Talbot	15	97 000	97 268	97 268	98 930
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	800 000	814 641	814 641	885 709
Service de la dette	18	71 910	70 544	70 544	25 971
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20		9 337	9 337	72 154
Activités d'investissement	21				
	22	36 884 160	36 805 057	36 805 057	36 561 896
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	36 884 160	36 805 057	36 805 057	36 561 896
	27	242 469 615	243 659 182	243 659 182	234 871 069

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	1 549 000	1 292 123	1 513 579
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	59 400	59 400	59 400
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31	80 300	80 335	80 335
	32	1 688 700	1 431 858	1 653 314
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	4 142 000	4 188 900	3 755 206
Cégeps et universités	34	3 915 000	3 985 023	3 322 354
Écoles primaires et secondaires	35	4 700 000	4 753 382	4 204 764
	36	12 757 000	12 927 305	11 282 324
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	14 445 700	14 359 163	12 935 638
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	6 290 980	6 294 907	5 884 241
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	197 325	197 325	198 594
Taxes d'affaires	44			
	45	6 488 305	6 492 232	6 082 835
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49	3 648 500	3 713 471	3 508 239
Autres	50	255 400	266 327	258 611
	51	3 903 900	3 979 798	3 766 850
	52	24 837 905	24 831 193	22 785 323

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	50 303	50 303	77 449
Sécurité publique				
Police	54	58 002	58 002	
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	14 500	14 500	28 191
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	217 810	212 043	240 396
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		1 847 438	733 621
Transport adapté	62		1 751 922	1 750 491
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66	1 534 230	1 538 743	22 649
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	186 089	204 986	179 597
Réseau de distribution de l'eau potable	69	242 283	284 587	235 381
Traitement des eaux usées	70	44 242	65 374	30 029
Réseaux d'égout	71	91 551	126 287	85 533
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	1 350 000	1 310 661	1 230 075
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83		83 300	55 750
Rénovation urbaine	84	19 030	1 720 527	1 666 020
Promotion et développement économique	85		1 560 115	2 478 987
Autres	86		88 107	130 445
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	352 240	334 536	390 470
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	547 420	554 054	602 289
Autres	89	301 475	535 453	407 684
Réseau d'électricité	90			
	91	4 886 370	7 181 463	10 345 057

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	226 103	226 103	1 224 728
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		14 582 522	4 222 729
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104	6 300 000		
Transport par eau	105			1 395 371
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	2 820 000		496 523
Réseau de distribution de l'eau potable	108	6 345 000	2 012 287	2 013 855
Traitement des eaux usées	109	235 000		549 721
Réseaux d'égout	110	2 350 000		4 837 304
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			174 005
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	700 000	700 000	649 246
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128	200 000	138 650	151 260
Réseau d'électricité	129			
	130	18 950 000	3 077 040	15 714 742

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	3 840 000	4 088 762	4 088 762
Fonds de développement des territoires	136	1 170 540	1 170 543	1 170 543
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		2 822 879	2 793 757
Autres	138	700 000	690 484	690 480
	139	5 710 540	5 949 789	8 772 668
TOTAL DES TRANSFERTS	140	29 546 910	16 208 292	38 785 748
				34 686 281

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145	310 000	515 425	454 406
Sécurité incendie	146		3 862	12 758
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	310 000	519 287	467 164
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	5 800	5 986	5 852
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160	40 000	28 844	33 828
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161	910 000	972 762	959 132
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	955 800	1 007 592	998 812
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	1 265 800	1 526 879	1 465 976

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	183	2 000	2 539	2 784
Évaluation	184	35 000	57 832	26 341
Autre	185	694 385	805 534	869 257
	186	731 385	865 905	898 382
Sécurité publique				
Police	187	710 000	1 191 717	2 828 805
Sécurité incendie	188	70 000	69 261	94 184
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191	780 000	1 260 978	2 922 989
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	210 000	491 281	383 772
Enlèvement de la neige	193	267 000	260 836	266 312
Autres	194	445 000	222 255	461 675
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195		3 497 016	3 400 820
Transport adapté	196		205 198	184 501
Transport scolaire	197		382 954	394 038
Autres	198	937 900	1 573 669	4 181 856
Autres	199			
	200	1 859 900	2 548 041	9 323 770
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202	300 000	395 434	389 288
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204	55 000	57 428	66 416
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206	275 000	251 680	482 890
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210			2 751
	211	630 000	704 542	941 345
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216	302 000	391 942	368 221
Rénovation urbaine	217		244 405	192 906
Promotion et développement économique	218			831 218
Autres	219			
	220	302 000	636 347	1 467 565
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	2 105 855	1 781 290	1 757 824
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	76 300	87 704	80 944
Autres	223	90 100	165 372	4 969 144
	224	2 272 255	2 034 366	6 807 912
Réseau d'électricité	225	49 890 000	51 442 306	49 868 479
	226	56 465 540	59 492 485	71 273 208
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	57 731 340	61 019 364	72 739 184

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	840 000	1 170 480	1 027 373
Droits de mutation immobilière	229	4 250 000	5 696 732	4 520 477
Droits sur les carrières et sablières	230	750 000	750 000	750 000
Autres	231	8 000	1 230	4 703
	232	5 848 000	7 618 442	6 302 553
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	4 700 000	5 654 612	4 742 316
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234		65 304	179 747
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	2 393 000	4 453 099	3 384 900
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		245 181	(269 635)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			1 040 018
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239	3 859 646	540 917	3 062 381
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242	150 000	255 845	1 413 171
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	650 000	117 393	1 900 004
	245	4 659 646	1 159 336	7 145 939
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	4 729 000	4 414 829	171 217	4 586 046	4 584 547	4 427 007
Greffe et application de la loi	2	3 413 952	3 602 607	147 044	3 749 651	3 749 651	3 690 129
Gestion financière et administrative	3	17 957 911	13 162 991	596 755	13 759 746	13 759 746	12 959 190
Évaluation	4	2 342 164	2 091 770	44 332	2 136 102	2 136 102	2 370 805
Gestion du personnel	5	3 770 185	3 646 435	84 364	3 730 799	3 730 799	3 620 443
Autres							
- Communication	6	2 102 535	2 156 254	120 156	2 276 410	2 276 410	2 126 486
- Autres	7	1 588 661	2 394 806		2 394 806	2 394 806	2 212 482
	8	35 904 408	31 469 692	1 163 868	32 633 560	32 632 061	31 406 542
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	37 010 309	37 354 273	2 053 603	39 407 876	39 407 876	39 658 313
Sécurité incendie	10	17 315 538	16 651 019	1 387 466	18 038 485	18 038 485	18 435 696
Sécurité civile	11	25 000	4 616		4 616	4 616	17 969
Autres	12	1 138 830	1 176 260		1 176 260	1 176 260	1 194 827
	13	55 489 677	55 186 168	3 441 069	58 627 237	58 627 237	59 306 805
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	13 103 229	12 003 138	15 721 848	27 724 986	27 724 986	26 515 195
Enlèvement de la neige	15	19 368 175	22 224 823	2 759 037	24 983 860	24 983 860	24 557 895
Éclairage des rues	16	2 798 755	2 805 606	63 894	2 869 500	2 869 500	2 753 759
Circulation et stationnement	17	2 189 240	2 264 795	787 937	3 052 732	3 052 732	2 762 699
Transport collectif							
Transport en commun	18	12 222 407	12 369 388		12 369 388	24 522 303	24 577 540
Transport aérien	19	261 256	714 959	7 369	722 328	2 357 329	2 561 009
Transport par eau	20	758 637	591 652	939 350	1 531 002	3 279 644	3 186 008
Autres	21			5 200	5 200	5 200	5 200
	22	50 701 699	52 974 361	20 284 635	73 258 996	88 795 554	86 919 305

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 721 951	4 730 320	2 016 755	6 747 075	6 747 075	6 525 753
Réseau de distribution de l'eau potable	24	9 736 290	8 464 422	5 255 300	13 719 722	13 719 722	13 363 439
Traitement des eaux usées	25	3 710 972	3 213 266	4 902 379	8 115 645	8 115 645	8 416 816
Réseaux d'égout	26	2 969 754	3 600 295	5 381 619	8 981 914	8 981 914	7 992 596
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	3 462 219	3 396 800	5 122	3 401 922	3 401 922	3 374 523
Élimination	28	4 519 952	3 440 042	218 062	3 658 104	3 658 104	3 888 063
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	2 236 583	2 081 901	57 310	2 139 211	2 139 211	2 072 790
Tri et conditionnement	30	2 092 476	2 191 460	1 784 341	3 975 801	3 975 801	3 499 561
Matières organiques							
Collecte et transport	31	1 971 101	1 982 693	8 147	1 990 840	1 990 840	1 682 660
Traitement	32	10 713					74 190
Matériaux secs	33	2 072 791	2 537 093	42 157	2 579 250	2 579 250	2 321 863
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	150 000	56 565	6 737	63 302	63 302	122 188
Autres	39						
	40	37 654 802	35 694 857	19 677 929	55 372 786	55 372 786	53 334 442
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	1 460 000	1 539 607		1 539 607	1 539 607	1 419 484
Sécurité du revenu	42						
Autres	43			10 101	10 101	10 101	644 018
	44	1 460 000	1 539 607	10 101	1 549 708	1 549 708	2 063 502
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	10 674 331	10 763 039	1 208 060	11 971 099	11 971 099	11 779 992
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46		593 329		593 329	593 329	567 955
Autres biens	47		4 362 033		4 362 033	4 362 033	4 085 499
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	8 334 760	7 553 350	2 130	7 555 480	9 532 425	8 329 540
Tourisme	49	190 501	253 148	416 573	669 721	669 721	600 274
Autres	50						1 078 313
Autres	51						
	52	19 199 592	23 524 899	1 626 763	25 151 662	27 128 607	26 441 573

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	4 515 000	4 922 454	2 394 921	7 317 375	7 317 375	8 575 779
Patinoires intérieures et extérieures	54	7 654 410	7 849 580	1 793 218	9 642 798	9 642 798	11 293 670
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 410 125	2 611 617	158 428	2 770 045	2 770 045	2 978 155
Parcs et terrains de jeux	56	8 842 948	8 896 864	4 486 114	13 382 978	13 328 170	11 877 240
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	1 405 432	1 439 031	473 998	1 913 029	1 913 029	2 471 340
	60	24 827 915	25 719 546	9 306 679	35 026 225	34 971 417	37 196 184
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	10 447 470	18 995 806	885 875	19 881 681	19 876 681	10 597 335
Bibliothèques	62	6 096 092	5 326 763	1 166 733	6 493 496	6 493 496	6 415 753
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	1 838 361	1 910 912	468 888	2 379 800	2 379 800	2 533 085
Autres ressources du patrimoine	64	130 245	110 931	114 758	225 689	225 689	451 170
Autres	65	4 751 380	4 629 518	104 382	4 733 900	4 732 324	8 180 560
	66	23 263 548	30 973 930	2 740 636	33 714 566	33 707 990	28 177 903
	67	48 091 463	56 693 476	12 047 315	68 740 791	68 679 407	65 374 087
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68	37 258 549	37 555 918	3 159 270	40 715 188	40 715 188	39 910 671
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	14 830 465	13 764 737		13 764 737	14 555 246	13 733 829
Autres frais	70	1 263 595	1 169 248		1 169 248	1 169 248	1 148 582
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	3 721 200	4 217 300		4 217 300	4 217 300	4 411 200
Autres	72	260 000	89 287		89 287	182 869	164 659
	73	20 075 260	19 240 572		19 240 572	20 124 663	19 458 270
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	57 675 285	61 410 950	(61 410 950)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saguenay

Code géographique : 94068

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	4 433 848	4 433 848	3 258 189
Usines de traitement de l'eau potable	2	211 049	211 049	4 412 833
Usines et bassins d'épuration	3	147 020	147 020	3 075 182
Conduites d'égout	4	1 459 801	1 459 801	4 737 225
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	20 466 045	36 356 576	24 571 521
Ponts, tunnels et viaducs	7			2 277
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 348 444	3 348 444	150 009
Aires de stationnement	9	1 182 265	1 182 265	1 652 968
Parcs et terrains de jeux	10	7 071 977	7 071 977	3 930 591
Autres infrastructures	11	546 040	546 040	5 327 502
Réseau d'électricité	12	2 204 443	2 204 443	1 313 849
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	3 065 919	3 065 919	5 511 110
Édifices communautaires et récréatifs	14	5 506 787	5 513 165	3 400 281
Améliorations locatives	15		159 912	2 007
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		7 629 669	3 378 729
Autres	17	4 207 513	4 207 513	6 957 145
Ameublement et équipement de bureau	18	2 002 916	2 402 113	2 222 407
Machinerie, outillage et équipement divers	19	5 236 833	5 247 367	1 147 426
Terrains	20	2 611 691	3 319 420	1 644 004
Autres	21			
	22	63 702 591	88 506 541	76 695 255

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	4 214 955	4 214 955	2 455 711
Usines de traitement de l'eau potable	24	211 049	211 049	4 377 833
Usines et bassins d'épuration	25	147 020	147 020	3 075 182
Conduites d'égout	26	679 737	679 737	4 004 681
Autres infrastructures	27	31 431 842	47 322 373	33 045 917
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	218 893	218 893	802 478
Usines de traitement de l'eau potable	29			35 000
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	780 064	780 064	732 544
Autres infrastructures	32	1 182 929	1 182 929	2 588 951
Autres immobilisations	33	24 836 102	33 749 521	25 576 958
	34	63 702 591	88 506 541	76 695 255

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	179 047			179 047
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 216 721	170 100	936 981	2 449 840
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	452 148 225	89 768 082	76 101 888	465 814 419
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	455 543 993	89 938 182	77 038 869	468 443 306
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	62 826 578	19 621 018	10 476 183	71 971 413
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	62 826 578	19 621 018	10 476 183	71 971 413
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	62 826 578	19 621 018	10 476 183	71 971 413
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	3 566 757			3 566 757
Autres	17				
	18	66 393 335	19 621 018	10 476 183	75 538 170
	19	521 937 328	109 559 200	87 515 052	543 981 476
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	521 937 328	109 559 200	87 515 052	543 981 476

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	508 738 651
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	19 830 102
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	553 728
--	---	---------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	56 111 413
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	3 566 757
-----------------	----	-----------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	12 748 135
--	----	------------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	456 696 176
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	23 246 559
--	----	------------

Endettement net à long terme	17	479 942 735
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	479 942 735
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	479 942 735
--	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	34 852 457
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
	2019	2019	2019	2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	11 742 000	12 342 000	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	11 742 000	12 342 000	

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019***Non audité*

		2019	2018
Rémunération	1	2 248 001	2 480 501
Charges sociales	2	542 029	599 355
Biens et services	3	60 912 561	67 427 598
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	63 702 591	70 507 454

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	206,00	35,00	390 006,00	22 255 607	6 580 145	28 835 752
Professionnels	2	14,00	35,00	25 725,00	1 374 027	390 121	1 764 148
Cols blancs	3	357,00	35,00	671 482,00	23 475 153	6 875 261	30 350 414
Cols bleus	4	416,00	40,00	920 198,00	28 056 909	8 755 496	36 812 405
Policiers	5	206,00	39,00	466 052,00	21 626 199	6 634 081	28 260 280
Pompiers	6	114,00	42,00	270 051,00	9 457 019	3 004 189	12 461 208
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	1 313,00		2 743 514,00	106 244 914	32 239 293	138 484 207
Élus	9	16,00			1 339 954	538 280	1 878 234
	10	1 329,00			107 584 868	32 777 573	140 362 441

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	204 986				204 986
Réseau de distribution de l'eau potable	13	284 587	2 012 287			2 296 874
Traitement des eaux usées	14	65 374				65 374
Réseaux d'égout	15	126 287				126 287
Autres	16	11 743 302	1 064 753	706 716		13 514 771
	17	12 424 536	3 077 040	706 716		16 208 292

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1	131 738	149 537
Évaluation	2	77 584	79 212
Autres	3	857 550	871 685
	4	1 066 872	1 100 434
Sécurité publique			
Police	5	1 596 435	1 574 879
Sécurité incendie	6	998 169	1 004 809
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	2 594 604	2 579 688
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	4 299 416	3 754 486
Enlèvement de la neige	11	625 020	574 312
Autres	12	376 695	345 573
Transport collectif	13	205 448	209 839
Autres	14	82 628	58 023
	15	5 589 207	4 942 233
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	626 617	613 691
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 234 550	1 148 194
Traitement des eaux usées	18	227 301	215 522
Réseaux d'égout	19	515 608	447 417
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	57 527	69 561
Matières recyclables	21	115 329	158 842
Autres	22	21 411	7 980
Cours d'eau	23	2 085	2 246
Protection de l'environnement	24	1 962	3 816
Autres	25	1 753	1 444
	26	2 804 143	2 668 713
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29	236	2 289
	30	236	2 289
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	926 626	942 027
Rénovation urbaine	32	613 343	592 190
Promotion et développement économique	33	77 363	90 835
Autres	34		
	35	1 617 332	1 625 052
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	3 049 704	3 007 508
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	590 436	610 955
Autres	38	479 959	383 376
	39	4 120 099	4 001 839
Réseau d'électricité			
	40	1 448 079	1 288 674
	41	19 240 572	18 208 922

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1	28 183 550	29 532 402
Générale et institutionnelle	2	11 778 200	12 341 899
Industrielle	3		
Autres	4	9 473 250	9 020 666
Autres revenus	5	1 155 000	1 237 073
	6	50 590 000	52 132 040
Charges			
Achat d'énergie	7	32 750 000	33 130 215
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9	6 443 549	5 853 887
Autres frais	10		515 740
Frais de financement	11	1 403 942	1 448 079
Amortissement des immobilisations	12	2 912 199	3 159 270
	13	43 509 690	44 107 191
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(1 935 000)	(1 943 924)
	15	41 574 690	42 163 267
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	9 015 310	9 968 773
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17	2 912 199	3 159 270
Produit de cession	18		3 000
(Gain) perte sur cession	19		750
Réduction de valeur	20		
	21	2 912 199	3 163 020
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(2 319 049)	(2 319 049)
	24	(2 319 049)	(2 319 049)
Affectations			
Activités d'investissement	25	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		(500 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		(500 000)
	32	593 150	343 971
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33	9 608 460	10 312 744

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Kevin Armstrong	55 921	16 813
Mme Brigitte Bergeron	55 921	16 813
M. Jimmy Bouchard	1 731	553
M. Marc Bouchard	69 814	16 813
M. Simon-Olivier Côté	59 196	16 813
M. Jean-Marc Crevier	55 736	16 813
M. Carl Dufour	66 537	16 813
Mme Julie Dufour	65 765	16 813
M. Martin Harvey	52 644	16 813
Mme Josée Néron	156 199	16 813
M. Marc Pettersen	55 921	16 813
M. Michel Potvin	63 581	16 813
M. Eric Simard	65 765	16 813
M. Raynald Simard	65 765	16 813
M. Michel Thiffault	55 921	16 813
M. Jonathan Tremblay	58 022	13 727
M. Michel Tremblay	69 041	16 813

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>3 303 155 \$</u>	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	<u>948 783 \$</u>	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	<u>306 000 \$</u>	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	<u>410 680 \$</u>	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input checked="" type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	267 021 716
Facteur comparatif de 2019	37 _____	1,00
Valeur uniformisée	38 _____	267 021 716

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI

NON

46 47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____ VS-CE-2011-719

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____ 2011-04-27

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saguenay

Code géographique : 94068

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de Saguenay,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saguenay (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108154
Saguenay, le 4 mai 2020

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	243 659 182
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>703 935</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	299 780
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	58 499 406
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	814 641
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>184 644 915</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	13 303 966 400
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>13 250 419 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>13 277 192 900</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Saguenay

Code géographique : 94068

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	211 330 500
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	2 100
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	211 332 600

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	14 513 730
Égout	11	11 334 900
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	11 050 900
Autres		
- Zone Talbot	14	97 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	800 000
Service de la dette	18	84 000
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	37 880 530
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	37 880 530
	27	249 213 130

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 540 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	59 400
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	85 790
	5	1 685 190

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	4 225 400
Cégeps et universités	7	4 037 200
Écoles primaires et secondaires	8	4 861 000
	9	13 123 600

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	14 808 790

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	7 564 100
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	197 325
Taxes d'affaires	17	
	18	7 761 425

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	3 799 000
Autres	23	266 000
	24	4 065 000
	25	26 635 215

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 9 748 713 548	X 5 1,1405	/100\$ 6 111 179 900				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 786 696 144	X 8 1,2471	/100\$ 9 9 811 000				
Immeubles non résidentiels	10 1 637 293 792	X 11 3,1655	/100\$ 12 51 828 535				
Immeubles industriels	13 903 556 941	X 14 4,0428	/100\$ 15 36 529 000				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 97 892 752	X 20 1,8182	/100\$ 21 1 779 900				
Immeubles agricoles	22 107 560 879	X 23 1,0067	/100\$ 24 1 082 800				
Total			25 212 211 135	26 (732 000)	27 (148 635)	28	29 211 330 500
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 | 6 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 5 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 5 | 0 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe gén. résiduelles - Chicoutimi	1,1420	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Chicoutimi	1,2476	1	
Taxe gén. non résidentiels - Chicoutimi	3,1660	1	
Taxe gén. industriels - Chicoutimi	4,0433	1	
Taxe gén. terrains vagues - Chicoutimi	1,8187	1	
Taxe gén. agricoles - Chicoutimi	1,0072	1	
Taxe gén. résiduelles - Jonquière	1,1409	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Jonquière	1,2466	1	
Taxe gén. non résidentiels - Jonquière	3,1649	1	
Taxe gén. industriels - Jonquière	4,0422	1	
Taxe gén. terrains vagues - Jonquière	1,8177	1	
Taxe gén. agricoles - Jonquière	1,0061	1	
Taxe gén. résiduelles - La Baie	1,1392	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - La Baie	1,2448	1	
Taxe gén. non résidentiels - La Baie	3,1632	1	
Taxe gén. industriels - La Baie	4,0405	1	
Taxe gén. terrains vagues - La Baie	1,8159	1	
Taxe gén. agricoles - La Baie	1,0044	1	
Taxe gén. résiduelles - Laterrière	1,1392	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Laterrière	1,2448	1	
Taxe gén. non résidentiels - Laterrière	3,1632	1	
Taxe gén. industriels - Laterrière	4,0405	1	
Taxe gén. terrains vagues - Laterrière	1,8159	1	
Taxe gén. agricoles - Laterrière	1,0044	1	
Taxe gén. résiduelles - Canton	1,1392	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Canton	1,2448	1	
Taxe gén. non résidentiels - Canton	3,1632	1	
Taxe gén. industriels - Canton	4,0405	1	
Taxe gén. terrains vagues - Canton	1,8159	1	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe gén. agricoles - Canton	1,0044	1	
Taxe gén. résiduelles - Lac Kénogami	1,1392	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Lac Kénogami	1,2448	1	
Taxe gén. non résidentiels - Lac Kénogami	3,1632	1	
Taxe gén. industriels - Lac Kénogami	4,0405	1	
Taxe gén. terrains vagues - Lac Kénogami	1,8159	1	
Taxe gén. agricoles - Lac Kénogami	1,0044	1	
Taxe gén. résiduelles - Shipshaw	1,1507	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Shipshaw	1,2564	1	
Taxe gén. non résidentiels - Shipshaw	3,1748	1	
Taxe gén. industriels - Shipshaw	4,0521	1	
Taxe gén. terrains vagues - Shipshaw	1,8275	1	
Taxe gén. agricoles - Shipshaw	1,0159	1	
Eau au compteur	0,6400	7	par m3
Vidange fosses septiques	70,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	249 213 130
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	732 000

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	148 635
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	59 264 166
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	800 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	189 297 599

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 13 281 714 056

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 4 2 5 2 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	51 679 900	36 529 000		1 779 900	9 211 000	1 082 800
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	67 853					
Autres	5	2 713 882	1 162 483			5 591 230	31 570
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	54 461 635	37 691 483		1 779 900	14 802 230	1 114 370

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	111 047 900			211 330 500
De secteur	10	2 100			2 100
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	16 147			84 000
Autres	13	27 497 365			36 996 530
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	138 563 512			248 413 130

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	845 178 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	266 559 079 \$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-30	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	377 929 360 \$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	48 227 760 \$
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	15 231 623 \$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	\$

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input checked="" type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input checked="" type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Christine Tremblay, CPA, CA , atteste que le rapport financier consolidé de Saguenay pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-04.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saguenay.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saguenay consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saguenay détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-05-18 15:10:52

Date de transmission au Ministère : 2020/05/05